



PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ
BUREAU DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

| |
|---|
| ARRÊTÉ DE PRESCRIPTIONS SPÉCIALES N° BCTE/2019- 105 du 4 septembre 2019 PORTANT AUTORISATION D'ÉTENDRE UNE UNITÉ DE STOCKAGE DE PRODUITS FINIS par la société AEP GROUP, ZA Les Pins, commune de SAINT-PAL DE MONS (43620) |
|---|

Le Préfet de la Haute-Loire
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier de l'Ordre du Mérite Agricole,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 511-1, L 513-1, R 512-46-23 ;

VU le décret du Président de la République du 27 mars 2019 portant nomination de Monsieur Nicolas de MAISTRE en qualité de préfet de Haute-Loire ;

VU l'arrêté SG/COORDINATION n° 2019-62 du 29 mai 2019 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation d'exploiter n° D2-B1/2000-458 du 18 juillet 2000 ;

VU le rapport du 02 avril 2019 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 1er juillet 2019 ;

CONSIDÉRANT les éléments portés à la connaissance du préfet de la Haute-Loire dans le dossier déposé à son attention le 25 février 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant demande des aménagements de prescriptions à l'arrêté ministériel susvisé ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé peuvent être modifiées comme

le prévoit l'article 3 de ce même arrêté ;

CONSIDÉRANT l'objectif de maîtrise des risques et notamment du risque incendie inhérent au stockage et à la production dans ce secteur d'activité ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Titre 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 – 1 : Champ d'application

L'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) est applicable au bâtiment situé sur la parcelle n° 1292 section F, à l'exception des articles 2.1, 2.4, 2.9 et 4.2 modifiés et remplacés par les articles du présent arrêté.

L'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation d'exploiter n°D2-B1/2000-458 du 18 juillet 2000 est remplacé par l'article 1 - 2 suivant :

Article 1 – 2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Alinéa | Régime (1) | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Volume déclaré |
|----------|--------|------------|---|--------------------------|-----------------------|---|----------------|
| 2661 | 1-b | E | Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) | Extrusion | Quantité fabriquée | Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j | 25 tonnes/jour |
| 2662 | 2 | E | Stockage de polymères | Stockage de granules | Volume stocké | Supérieur ou égal à 1000 m3 mais inférieur à 40 000 m3. | 2200 m3 |

| | | | | | | | |
|------|-----|---|---|-----------------------------------|------------------|---|---------|
| 2663 | 2-c | D | Stockage de produits contenant au moins 50 % de polymères autres qu'à l'état alvéolaire | Stockage des produits transformés | Quantité stockée | Supérieur ou égal à 1000 m3 mais inférieur à 40000 m3 | 1600 m3 |
|------|-----|---|---|-----------------------------------|------------------|---|---------|

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

(1) A : Autorisation E : Enregistrement DC : Déclaration avec contrôle périodique
D : Déclaration NC : Non classable (seuil de classement non atteint)

Titre 2 - IMPLANTATION- AMENAGEMENT- EXPLOITATION

L'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, sous la rubrique n° 2663 susvisée, est remplacé par l'article 2 - 1. suivant :

Article 2 – 1 : Règles d'implantation

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 5 mètres si l'installation est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture, et muni d'un retour latéral suffisant pour éviter toute propagation d'un incendie vers l'extérieur du bâtiment. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

L'article 2.4 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, sous la rubrique n° 2663 susvisée, est remplacé par l'article 2 - 2 suivant :

Article 2 – 2 : Comportement au feu des bâtiments

Les locaux abritant l'installation de stockage doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 15 mn si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine,

- plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure,

- les murs extérieurs sont en bardage double peau isolés, excepté côté Ouest du bâtiment, où un mur coupe-feu 2 heures en moellons est aménagé dépassant d'un mètre en toiture,

- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M 0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M 0, d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M 2 non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des

installations relevant des rubriques n° 2661 et 2662, et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les bâtiments ou locaux si ceux-ci sont distincts,

- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à une nouvelle déclaration (article 31 du décret du 21 septembre 1977).

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M 0. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

L'article 2.9 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 susvisée est remplacé par l'article 2 - 3. suivant :

Article 2 – 3 : Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

D'autre part, des mesures sont prises afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau, en cas d'écoulement de matières dangereuses du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction d'incendie.

Pour cela l'exploitant mettra en oeuvre les dispositions suivantes :

- fermeture de la vanne de coupure du réseau d'évacuation des eaux pluviales,
- mise en place de barrières de rétention actives de type barrières amovibles ou barrières à eau.

Ces dispositifs sont activables manuellement conformément à une procédure spécifique établie sans délai et connue des personnes responsables nommément désignées par l'exploitant et affichée dans les bureaux et le local d'entretien du bâtiment.

Les eaux polluées recueillies lors d'un incendie sont récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité traitées conformément au point 5.7 et au titre 7 de l'arrêté ministériel du 14 janvier

2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2663 susvisée.

Titre 3 - RISQUES

L'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 susvisée est remplacé par l'article 3 suivant :

Article 3 : Moyens de secours contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre et permettant au minimum 3 heures d'utilisation,

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- d'un système interne d'alerte incendie,
- de robinets d'incendie armés,

- d'un système de vidéosurveillance visionné en permanence avec alarme exploitable dans des délais compatibles avec la cinétique d'un incendie.

L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation, en fonction de ses dimensions, et sont situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Titre 4 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITE – NOTIFICATION

Article 4 – 1 : Délais et voies de recours

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un

contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécourse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – 2 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT- PAL DE MONS pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même arrêté sera publié sur le site internet pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 – 3 : Notification

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de SAINT-PAL DE MONS, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AEP GROUP dont le siège social est situé « ZA Les Pins » 43620 SAINT-PAL DE MONS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Au Puy en Velay, le 4 septembre 2019

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Rémy DARROUX